




## EPAGE SEQUANA

### AMENAGEMENTS HYDROGEOMORPHOLOGIQUES ET PEDAGOGIQUES ASSOCIES A LA CREATION D'UNE ZONE D'EXPANSION DE CRUES ET A LA REVITALISATION DE LA SEINE ET DE LA DOUX A CHATILLON SUR SEINE

### PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Cartouche des visas	Rédacteur	Vérificateur	Émetteur
Nom	Xavier LARTOT	Xavier LARTOT	Xavier LARTOT
Fonction	CSPS	CSPS	CSPS
Date	05/12/2025	05/12/2025	05/12/2025
Visa			
EDITION	MOTIF DES EVOLUTIONS	DATE	Réf. Doc
Indice A	Écriture initiale	05/12/2025	2023P085 EPGSEQVRDRAMGDSEI_PGC _A
Chantier	2025P085	Niveau	II

## SOMMAIRE

<b>A. GENERALITES</b>	<b>6</b>
1. GLOSSAIRE	6
2. BUT DU DOCUMENT	7
3. DOMAINE D'APPLICATION	7
4. DOCUMENTS DE REFERENCE	7
5. CONTEXTE REGLEMENTAIRE	8
<b>B. MESURES D'ORGANISATION</b>	<b>9</b>
1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	9
1.1 DIRECTION DE CHANTIER	9
1.2 LISTE DES ADMINISTRATIONS ET CONCESSIONNAIRES COMPETENTS	9
1.3 DESCRIPTION DE L'OPERATION	10
1.4 LISTE DES ENTREPRISES INTERVENANTES (Mandataire et Sous-traitants)	10
2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MOE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	10
2.1 HORAIRES DE TRAVAIL	10
2.2 INSTALLATION DE CHANTIER	11
2.2.1 Locaux réservés au personnel	11
2.2.2 Raccordement du chantier aux réseaux	12
2.2.3 Consommation	12
2.2.4 Affichage	12
2.2.5 Clôtures	13
2.2.6 Panneaux de chantier	13
2.2.7 Transport du personnel	13
2.2.8 Moyens de communication de sécurité	13
2.2.9 Éclairage des postes de travail	14
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT	14
3.1 LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALE OU VERTICALE	14
3.1.1 Accès au chantier aux seules personnes autorisées	14
3.1.2 Circulations piétonnes intérieures au chantier clos	15
3.1.3 Accès aux postes de travail de hauteur	15
3.1.4 Maintien des voies de circulations et de l'écoulement des eaux	15
3.1.5 Circulation des engins	15
3.2 LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS	16
3.2.1 Manipulation manuelle de charge	16

<b>3.2.2</b>	<b>Restriction à l'emploi de matériel</b>	<b>16</b>
<b>3.2.3</b>	<b>Appareils de levage de location</b>	<b>16</b>
3.3	LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE	16
3.4	LES CONDITIONS DE STOCKAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS	17
<b>3.4.1</b>	<b>Gestion des produits issus des travaux</b>	<b>17</b>
<b>3.4.2</b>	<b>Utilisation de matériaux dangereux</b>	<b>17</b>
<b>3.4.3</b>	<b>En cas de découverte de matériaux amiantes non diagnostiqués</b>	<b>17</b>
3.5	L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES	17
3.6	LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	18
<b>3.6.1</b>	<b>Réseaux</b>	<b>18</b>
<b>3.6.2</b>	<b>Perturbations sur les réseaux existants</b>	<b>18</b>
<b>3.6.3</b>	<b>Prescriptions concernant les nuisances sonores</b>	<b>19</b>
<b>3.6.4</b>	<b>Prescriptions concernant les poussières</b>	<b>19</b>
<b>3.6.5</b>	<b>Prescriptions concernant le site naturel</b>	<b>19</b>
3.7	LES POUVOIRS DU CSPS	19
3.8	LES OBLIGATIONS COMMUNES DES ENTREPRISES	20
<b>3.8.1</b>	<b>Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé – PP-SPS</b>	<b>20</b>
<b>3.8.2</b>	<b>Document d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO)</b>	<b>21</b>
<b>3.8.3</b>	<b>Inspection commune préalable</b>	<b>22</b>
<b>3.8.4</b>	<b>Sous-traitance</b>	<b>22</b>
<b>3.8.5</b>	<b>Personnel intérimaire</b>	<b>22</b>
<b>3.8.6</b>	<b>Déclaration d'accidents du travail</b>	<b>22</b>
<b>3.8.7</b>	<b>Prévention des risques de maladies professionnelles</b>	<b>23</b>
<b>3.8.8</b>	<b>Qualification du personnel et encadrement</b>	<b>23</b>
<b>3.8.9</b>	<b>Situation de danger grave et imminent</b>	<b>24</b>
<b>3.8.10</b>	<b>Restriction d'alcool et de drogues</b>	<b>24</b>
<b>3.8.11</b>	<b>Travail dissimulé</b>	<b>24</b>
<b>3.8.12</b>	<b>Prêt de main d'œuvre</b>	<b>24</b>
<b>3.8.13</b>	<b>Respect du code du Travail</b>	<b>25</b>
<b>3.8.14</b>	<b>Mesures à prendre par l'entreprise avant le démarrage de ses travaux</b>	<b>28</b>
<b>3.8.15</b>	<b>Poste de travail isolé</b>	<b>29</b>
<b>3.8.16</b>	<b>Equipement individuel au poste de travail</b>	<b>29</b>
<b>3.8.17</b>	<b>Plan d'installation de chantier</b>	<b>29</b>
3.9	LES OBLIGATIONS PARTICULIERES DE CHAQUE ENTREPRISE	30

<b>3.9.1</b>	<b>Généralités</b>	<b>30</b>
3.9.1.1	Validation des éléments d'exécution	30
3.9.1.2	Élévateurs de personnel	30
<b>3.9.2</b>	<b>Travaux à réaliser</b>	<b>30</b>
3.9.2.1	Généralités	30
3.9.2.2	Autorisation de conduite	31
3.9.2.3	Travaux de fouille en tranchées	31
3.9.2.4	Travaux de pose et de raccordement de candélabres ou de pose d'autres éléments (arbre, portique béton préfabriqué)	32
•	Grues auxiliaires de chargement de véhicules	32
•	Vérification des appareils et des accessoires de levage	33
<b>3.9.2.5</b>	<b>Espaces Verts</b>	<b>33</b>
<b>4.</b>	<b>SUJETIONS DECOULANTS DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER, AINSI QU'AVEC SON ENVIRONNEMENT</b>	<b>34</b>
4.1	Généralité	34
4.2	Spécificité des sites	35
4.3	Travaux sous températures élevées ou très basses	35
<b>4.3.1</b>	<b>Dispositions générales concernant l'employeur</b>	<b>35</b>
<b>4.3.2</b>	<b>Chantiers BTP</b>	<b>36</b>
<b>5.</b>	<b>MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANTE</b>	<b>37</b>
5.1	MAINTIEN DU CHANTIER EN ETAT DE SALUBRITE	37
5.2	MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE	37
5.3	PREVENTION DES INCENDIES	37
<b>5.3.1</b>	<b>Obligation des entreprises</b>	<b>37</b>
<b>5.3.2</b>	<b>Travaux à risques</b>	<b>37</b>
<b>5.3.3</b>	<b>Typologie des extincteurs</b>	<b>38</b>
<b>6.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS</b>	<b>38</b>
6.1	ORGANISATION GENERALE DES SECOURS AU SEIN DE L'ENTREPRISE	38
6.2	ORGANISATION GENERALE D'APPEL DES SECOURS SUIVANT PRESCRIPTION DU MOA	39
<b>7.</b>	<b>MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>39</b>
7.1	DISPOSITIONS EN MATIERE D'INTERACTION D'ACTIVITES	39
7.2	MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRISES	39
7.3	POUSSIERES ET TRAVAUX FORTEMENT INHALATOIRES	40
7.4	PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES	40
7.5	INTERVENTIONS DE PRESTATAIRES DE SERVICE	40

<b>8</b>	<b>CISSCT</b>	<b>40</b>
<b>9</b>	<b>DTA ET PLOMB</b>	<b>41</b>
<b>10</b>	<b>HARMONISATION DES PPSPS</b>	<b>41</b>
<b>C ANNEXES</b>		<b>42</b>
1	ANNEXE 1 : MESURES D'ORDRE GENERAL	42
2	ANNEXE 2 : CONTENU DU PP-SPS	44
3	ANNEXE 3 : SOMMAIRE TYPE DU PP-SPS	46
4	ANNEXE 4 : FICHE D'INFORMATION EN CAS D'ACCIDENT	50

## **A. GENERALITES**

### **1. GLOSSAIRE**

BSDA Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés

BSDI Bordereau de Suivi de Déchets Industriels

CCTG Cahier des Clauses Techniques Générales

CISSCT Collège Interentreprises de Sécurité, de santé et des conditions de travail

CREP Constat de Risque d'exposition au Plomb

CSPS Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

DAAD Diagnostic Amiante Avant Démolition

DCE Dossier de Consultation des Entreprises

DICT Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux

DIUO Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage

DTA Dossier Technique Amiante

EPI Équipement de Protection Individuelle

ISDD Installation de Stockage de Déchets Dangereux

MOA Maître d'Ouvrage

MOE Maître d'Œuvre

PGC Plan Général de Coordination

PIR Plate-forme Individuelle Roulante

PPSPS Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

PRA Plan de Retrait Amiante

PV Procès-Verbal

RJ Registre Journal

SOSED Schéma Organisationnel de Suivi de l'Élimination des Déchets

SPS Sécurité et Protection de la Santé

## 2. BUT DU DOCUMENT

« Le Plan Général de Coordination est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises. » (Article R.4532-43 du code du Travail)

Le présent document est établi dans le cadre d'aménagements hydrogéomorphologiques et pédagogiques associés à la création d'une zone d'expansion de crues et à la revitalisation de la Seine et de la Douix à Chatillon sur Seine, en corrélation avec le DCE préparé par le groupement ARTELIA / MAYOT ET TOUSSAINT, MOE de l'opération.

Il est destiné aux entreprises réalisatrices des travaux.

L'organisation de l'opération prévoit un chantier dit « clos et indépendant » avec mise en place d'un Coordonnateur Sécurité et protection de la santé (C-SPS). Celui-ci est responsable de la rédaction du présent Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGC-SPS), qui sera tenu à jour par la suite, pendant toute la durée des travaux.

## 3. DOMAINE D'APPLICATION

Le présent PGC définit **au sein du chantier clos et indépendant** les mesures propres à prévenir des risques découlant de l'interférence des activités simultanées des différents intervenants du chantier.

**Dans le cas où une entreprise titulaire trouverait une incohérence entre le présent PGC et les autres pièces du marché de travaux, elle devrait en avertir le MOA pour savoir quel document doit être pris en compte.**

## 4. DOCUMENTS DE REFERENCE

R1 : Le DCE et ses annexes et documents associés.

R2 : Le Code du travail et en particulier le Livre 2<sup>ème</sup> et son titre III - Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail.

R3 : Les lois n°93-1418, n°94-1159 et n°2003-68 relatives à la coordination en matière de sécurité et protection de la santé.

R4 : ISO 9001 pour la qualité

R5 : ISO 14001 pour l'environnement

Et toutes réglementations en vigueur concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs (recommandation de la CARSAT, ...)

## **5. CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

Les entreprises doivent prendre connaissance de l'intégralité du présent Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé qui est établi en application des articles L 4532-8, L 4532-42 et L 4532-59 du Code du Travail.

Comme son nom l'indique, ce document a pour but d'harmoniser et de coordonner les diverses mesures à prendre en matière de protection de sécurité et de la santé dans le cadre du chantier.

Il n'est pas définitif. En effet, le PGC-SPS sera actualisé soit en fonction des dispositions particulières figurant dans les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (notés PP-SPS) établis par les entreprises, soit en fonction des problèmes rencontrés en cours de réalisation sur le chantier.



**B. MESURES D'ORGANISATION****1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF****1.1 DIRECTION DE CHANTIER****Maître d'Ouvrage :**

EPAGE SEQUANA  
21, boulevard Gustave Morizot  
21400 CHATILLON SUR SEINE

**Maître d'Œuvre :**

Cabinet ARTELIA  
16 RUE Simone Veil  
93400 SAINT OUEN SUR SEINE  
MAYOT & TOUSSAINT  
15 rue de la Préfecture  
21000 DIJON

**Coordonnateur SPS :**

PROSSECO  
4 Rue de l'Orée du Bois  
21800 NEUILLY CRIMOLOIS  
Tél : 03 80 74 91 44

**1.2 LISTE DES ADMINISTRATIONS ET CONCESSIONNAIRES COMPÉTENTS**

<b>DREETS</b> 19 Bis 21 Bd Voltaire BP 81110 21011 DIJON CEDEX Tél : 03 80 44 30 84	<b>ARS</b> Immeuble le Diapason 2 Place des Savoirs 21000 DIJON Tél : 08 20 20 85 20	<b>DREAL BOUGO1GNE</b> 19 Bis 21 Boulevard Voltaire BP 27805 21078 DIJON CEDEX Tél : 03 45 83 22 22
<b>CARSAT</b> 46 rue Elsa Triolet 21000 DIJON Tél : 08 21 10 21 21	Urgence ErDF : 09 72 67 50 21	<b>ORANGE</b> 14 Rue Albert 1 <sup>er</sup> - B.P. 3127 21031 DIJON CEDEX Tél : 03.80.72.79.26
<b>OPPBTP</b> 6 Rue Saint John Perse 21000 DIJON Tél : 03 80 78 95 20	Urgence GrDF : 08 00 47 33 33	

### **1.3 DESCRIPTION DE L'OPERATION**

Nature de l'opération : Travaux d'aménagements hydro-géomorphologiques et paysagers

Liste des travaux : Travaux de terrassements, de revêtements de surface, d'espace verts, de mobiliers, de serrurerie, de jeux et d'éclairage

Adresse de la zone d'intervention : rue de Seine 21400 CHATILLON SUR SEINE

Date prévisionnelle de démarrage des travaux: Juin 2026 (avec une possible légère intervention en mars pour ce qui a trait à la coupe de la végétation)

Durée prévisionnelle des travaux : 11 mois au global pour les deux lots séparés en plusieurs phases pour chaque lot

-lot 01 : Aménagements hydrogéomorphologiques et pédagogiques associés à la création d'une zone d'expansion de crues et à la revitalisation de la Seine et de la Douix

-lot 02 : Aménagements paysagers et pédagogiques associés à la création d'une zone d'expansion de crues et à la revitalisation de la Seine et de la Douix

Nombre de lots : 2

Effectif prévisionnel : Plus de 500 hommes.jour.

La mission CSPS est une mission de niveau II.

### **1.4 LISTE DES ENTREPRISES INTERVENANTES (Mandataire et Sous-traitants)**

Mandataire :

Non connus à ce jour

Sous-traitants

Pas de sous-traitants connus à ce jour

## **2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MOE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS**

### **2.1 HORAIRES DE TRAVAIL**

Les horaires de travail sur le site seront libres car la zone de chantier ne présente pas de contraintes spécifiques particulières. Par conséquent, les horaires de travail seront entre 07h00 et 20h00 maximum.

Pour des besoins ponctuels de travail hors horaires « classiques », l'entreprise devra faire une demande de travail hors horaire normal, au minimum 15 jours à l'avance au MOA et en plus à l'inspection du travail pour des travaux le dimanche.

## **2.2 INSTALLATION DE CHANTIER**

### **2.2.1 Locaux réservés au personnel**

Etant donné les contraintes non compatibles inhérentes à chaque lot et le planning d'intervention non concomitant, chaque entreprise mandataire devra l'installation et l'entretien des installations d'accueil de ses salariés conformément au Code du Travail et ce, pendant toute la durée de ses travaux y compris ceux de ses sous-traitants éventuels. Ces installations devront permettre d'accueillir a minima 8 personnes, mais devront, dans tous les cas, toujours être suffisamment dimensionnées pour l'ensemble des salariés présents sur le chantier.

Ces installations seront composées a minima, à titre indicatif, par zone de chantier, de :

#### **œ Vestiaires**

Bungalow équipé de huit (8) armoires et vestiaires, aéré, éclairé, chauffé.

#### **œ Réfectoire**

Bungalow équipé de tables et de chaises pour huit (8) personnes, aéré, éclairé, chauffé. Ce local sera équipé d'appareils de réchauffage ou cuisson, d'un garde-manger et d'un réfrigérateur et équipé d'une armoire à pharmacie comportant le nécessaire pour assurer les premiers secours aux blessés.

#### **œ Installations sanitaires**

Chaque entreprise titulaire devra la mise en place, autant que faire se peut, de sanitaires raccordés aux réseaux. Si cela n'est pas possible (pas de raccordement au EU ou pas de disponibilités de raccordement en eau potable), et eu égard à la durée de chantier de plus de trois mois, les entreprises devront mettre en place des sanitaires sur fosse et des citernes d'eau pour le nettoyage des mains, ainsi que des fontaines à eau pour le personnel. Les sanitaires seront mis en place et entretenus aussi longtemps que le nécessitera le chantier. Chaque entreprise mandataire devra mettre en place un entretien a minima hebdomadaire par une entreprise extérieure de sa base de vie.

#### **œ Bureau de chantier**

Chaque entreprise mandataire devra la mise en place d'un bureau de chantier aéré, éclairé et chauffé pouvant accueillir 6/7 personnes pour les réunions de chantier. Celui-ci pourra correspondre au réfectoire à la condition sine qua non d'une propreté exemplaire du local. Faute de quoi, l'entreprise aura l'obligation de mettre en place un bureau de chantier spécifique.

#### **œ Entretien de ces locaux**

Chaque entreprise mandataire devra le nettoyage des locaux jusqu'à la fin des travaux, en particulier en ce qui concerne les sanitaires.

Les entreprises désirant disposer d'autres locaux propres à leur usage devront le signaler au

Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS et devront obtenir leur aval avant de les mettre en place.

### ☞ Fréquence de nettoyage

Vestiaires / Réfectoire / Sanitaires : **Journalier**

L'approvisionnement en papier hygiénique, essuie-mains, l'évacuation des déchets et ordures ménagères recueillis dans les poubelles prévues à cet effet, devront être réalisés quotidiennement par l'entreprise mandataire ou son sous-traitant et ce pour toute la durée du chantier.

### ☞ Eclairage

L'éclairage de la base de vie est à la charge de chaque entreprise mandataire.

**NOTA : L'entreprise mandataire ne pourra justifier des problèmes de nettoyage de chantier et de base de vie, ou de balisage et de signalisation par le fait de sa non-présence sur le chantier et que cela est du ressort de ses sous-traitants. Sur ce sujet, elle est et restera la seule responsable pour toute la durée des travaux.**

#### 2.2.2 Raccordement du chantier aux réseaux

Chaque entreprise titulaire devra se rapprocher des concessionnaires pour faire des demandes de raccordement de sa base de vie aux réseaux publics.

L'entreprise titulaire fournira une attestation de conformité électrique de son installation de chantier, si raccordement au réseau.

#### 2.2.3 Consommation

L'ensemble des consommations sont à la charge de chaque entreprise mandataire.

- Électricité :
  - Raccordement au réseau public
  - En cas de besoins électriques, les entreprises mettront en place un ou des groupes électrogènes à leurs frais.
- Eau :
  - Raccordement au réseau public
  - Mise en place de Fontaine à eau ou mise à disposition de bouteille d'eau potable (minimum 3L d'eau par jour et par personne)

#### 2.2.4 Affichage

L'ensemble des conduites de sécurité à tenir sur le site en cas d'accident interne ou externe au chantier devra être affiché par chaque entreprise titulaire dans sa base de vie.

## 2.2.5 Clôtures

Balisage périphérique du chantier :

**Chaque entreprise devra demander et obtenir un arrêté de voirie en correspondance avec sa proposition de mode opératoire d'intervention et d'installation de chantier et prévoir le balisage associé.**

**Chaque entreprise titulaire devra désigner un responsable du balisage de chantier qui devra être joignable de jour comme de nuit en cas de besoin, y compris les week-end et jours fériés. Une astreinte sera donc à prévoir.**

Chaque titulaire devra la mise en place de barrières de type HERAS pour clore la zone de chantier, la zone de stockage et la base de vie. Il pourra être mis en place en complément de la barrière TP manuable à certains endroits en fonction des besoins.

Les CCTP contiennent des projets de PIC et de balisage, qui devront être confirmés ou adaptés dans les documents des entreprises mandataires.

**NOTA : Etant donné l'intérêt que va susciter le chantier auprès des riverains, les entreprises mandataires devront attacher une grande importance à la fermeture de celui-ci. Elles devront prendre en photo tous les soirs la bonne fermeture du chantier.**

Balisage interne au chantier clos :

Chaque entreprise mandataire devra les balisages spécifiques nécessaires au sein de sa zone de travaux (si risques particuliers).

## 2.2.6 Panneaux de chantier

Conformément à l'article R.8221-1 du Code du Travail, ce panneau à charge du lot 01, portera les noms, raisons sociales et adresses de tous les intervenants. Il sera établi selon le modèle fourni par le MOA et visible depuis la voie publique. Il devra être mis en place sur un système de support et cette installation devra faire l'objet d'une note de calcul de tenue au vent.

Si la mise en place du panneau de chantier nécessitait un défrichage et/ou un déboisement, celui-ci sera à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01.

## 2.2.7 Transport du personnel

Le transport du personnel doit être assuré par des véhicules d'entreprise, conçus et utilisés conformément à la réglementation.

Les véhicules personnels sont interdits sur les sites.

## 2.2.8 Moyens de communication de sécurité

Appel par téléphone portable

## 2.2.9 Éclairage des postes de travail

L'éclairage du chantier, des circulations (60 lux minimum), sera réalisé par l'entreprise qui en a le besoin (si besoin en phase chantier).

L'éclairage spécifique des postes de travail sera à la charge de l'entreprise responsable.

Pour les cas de travaux effectués de nuit sur ces lieux de travail extérieurs, ainsi que pour les périodes de la journée où le niveau d'éclairage naturel est insuffisant, l'entreprise devra assurer un éclairage artificiel des locaux, ainsi que des zones extérieures où sont effectués des travaux à caractère permanent et des zones extérieures de circulation des piétons.

Le choix des niveaux d'éclairement mesurés au plan de travail ou à défaut au sol, est soumis à la décision de l'entreprise en sachant que les niveaux d'éclairement ne devront pas être inférieurs aux valeurs réglementaires.

## 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT

### 3.1 LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALE OU VERTICALE

#### 3.1.1 Accès au chantier aux seules personnes autorisées

La signalisation des accès aux zones de chantier sur les voies circulées est à la charge de chaque entreprise titulaire.

Il sera prévu un balisage qui privilégiera les barrières de type HERAS pour bloquer complètement, lorsque c'est possible, la rue ou les trottoirs, compléter de barrières TP manuable, là où les engins doivent circuler (passage des camions d'approvisionnement), et là où les flux piétons doivent être maintenus

Chaque entreprise mandataire devra prévoir ses travaux de façon à toujours maintenir les accès des riverains.

Les itinéraires de transport seront soumis à l'accord de la mairie de Chatillon sur Seine pour ce qui trait à la circulation des poids-lourds dans Chatillon sur Seine.

L'entreprise titulaire devra assurer la fermeture de toute piste ou voie d'accès aux emprises du chantier depuis les voiries, notamment pendant les périodes d'inactivité.

Cette fermeture sera réalisée par les barrières de chantier.

Les signalisations au droit du chantier sur les trajets des riverains du site, seront réalisées par l'entreprise mandataire en fonction de son intervention et de son avancement.

Seules les entreprises connues du coordonnateur SPS et du Représentant du Maître d'Ouvrage y compris les sous-traitants, seront autorisées à pénétrer sur le chantier.

Chaque entreprise fera quotidiennement un relevé du personnel travaillant sur le chantier, en mentionnant l'appartenance de chacun : entreprise, sous-traitant.

Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires pour maintenir les voiries d'accès au chantier en parfait état de propreté (balayage, nettoyage...), celles-ci devant pouvoir facilement être empruntées par les secours en cas de besoin.

### 3.1.2 Circulations piétonnes intérieures au chantier clos

Les circulations de chantier seront dégagées de tout stockage et déchet pour faciliter les manœuvres.

### 3.1.3 Accès aux postes de travail de hauteur

Les accès aux postes de travail en hauteur devront être réalisés comme suit :

- Hauteur inférieure ou égale à trois (3) mètres : l'emploi d'une échelle ne sera pas toléré, des PIR ou des échafaudages roulants devront être utilisés.
- Hauteur supérieure à trois (3) mètres : l'accès sera aménagé par un échafaudage avec trappe d'accès intérieur ou nacelle.
- Travaux à la corde s'il est techniquement impossible de mettre en place un échafaudage ou d'utiliser une nacelle. (Uniquement en dernier recours)

Il est rappelé que le recours à la protection individuelle contre les chutes de hauteur peut être admis uniquement pour des travaux ponctuels non répétitifs.

NOTA : cela concerne aussi les moyens d'accès pour aller mettre en place des élingues pour décharger du matériel ou des matériaux spécifiques (type prémur, ...)

### 3.1.4 Maintien des voies de circulations et de l'écoulement des eaux

Chaque entreprise doit conduire ses travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes ainsi que l'écoulement des eaux.

En cas de neige ou de verglas, le nettoyage et le dégagement seront de la responsabilité de l'entreprise mandataire en cours de travaux.

### 3.1.5 Circulation des engins

Chaque entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter dans la mesure du possible les chutes de matériaux et les dépôts de boue sur les voies internes du site empruntées par son matériel.

Chaque entreprise effectuera en permanence les nettoyages et ébouages nécessaires, les dépenses correspondantes étant à sa charge. Toute dégradation constatée des surfaces externes des voiries devra faire l'objet d'une remise en état à charge de l'entreprise responsable.

### **3.2 LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS**

#### **3.2.1 Manipulation manuelle de charge**

Rappel : limiter au maximum les manutentions manuelles : 25 kg maxi.

Dans le PP-SPS des entreprises, les risques liés à la manipulation de charge doivent faire l'objet d'une analyse qui doit traiter, entre autres, de l'étude du geste pour soulever une charge, ou de la manutention d'une charge sur un emplacement plan.

Toute manipulation manuelle de charge doit se faire dans un espace débarrassé de tous gravois ou autres matériels et matériaux.

#### **3.2.2 Restriction à l'emploi de matériel**

Tous les véhicules et engins de chantier, ainsi que les appareils de levage et de manutention, seront équipés suivant les normes en vigueur s'y appliquant. À tout moment, chaque entreprise sera en mesure de fournir les rapports de vérification des engins utilisés sur le chantier. Les conducteurs des dits engins seront en possession des autorisations de conduite requises.

#### **3.2.3 Appareils de levage de location**

En cas de location, l'entreprise utilisatrice de l'appareil loué, devra exiger la remise du certificat de conformité et s'assurer auprès du loueur que les vérifications avant mise en service et les vérifications générales périodiques ont bien été effectuées.

Mise à disposition sur le chantier du rapport de contrôle périodique plus information au conducteur.

### **3.3 LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE**

#### **Zone de stockage**

Les zones de stockage et de dépôt seront définies avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en réunion préparatoire suivant les phasages présentés par chaque entreprise mandataire. Ces zones seront obligatoirement dans le périmètre du chantier.

Les zones de stockage et d'entreposage devront être correctement clôturées et balisées.

**NOTA : Les entreprises seront tenues de respecter la recommandation R476 de l'INRS pour tout ce qui concerne les livraisons et les déchargements sur chantier.**



### **3.4 LES CONDITIONS DE STOCKAGE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS**

#### **3.4.1 Gestion des produits issus des travaux**

**L'entreprise devra soumettre ses filières de traitement ou d'évacuation des déchets de chantier au Maître d'Ouvrage pour validation de celles-ci avant le moindre départ de matériaux du site.**

L'entreprise devra respecter les exigences du DCE en matière de gestion des déchets de chantier.

**L'ensemble de la procédure d'évacuation et de suivi ou de stockage provisoire des déchets sera décrit dans le PPSPS de l'entreprise.**

#### **3.4.2 Utilisation de matériaux dangereux**

Aucune matière dangereuse ne sera laissée, même provisoirement sur le lieu de travail sans stockage adapté et des mesures de protections spécifiques devront être prise en cas de déversement de produits dangereux sur le site.

#### **3.4.3 En cas de découverte de matériaux amiantes non diagnostiqués**

En cas de découverte de matériaux suspects, l'entreprise devra vérifier que ceux-ci ne contiennent pas d'amiante, par réalisation d'une analyse amiante complémentaire obligatoire à sa charge.

Si tel était le cas elle devrait le signaler immédiatement au CSPS et au Maître d'Ouvrage afin que les mesures de protection qui s'imposent puissent être prises. Elle aurait alors obligation d'établir un plan de retrait complémentaire à faire valider 30 jours avant le début des nouveaux travaux de dépose, par l'inspection du travail.

### **3.5 L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES**

Les protections collectives provisoires devront être conçues et mises en œuvre par l'Entreprise, pour respecter les dispositions générales suivantes :

- Les protections collectives provisoires sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'Entreprise.
- Les protections collectives provisoires ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :
  - Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux.
  - Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet.
  - Après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'Entreprise, celle-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'elle a mises en œuvre. Le transfert de la responsabilité quant à l'entretien de ces protections collectives provisoires fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le Maître d'Ouvrage, l'entreprise concernée et le coordonnateur sécurité.

Toute dénivellation supérieure à un (1) mètre, d'un poste de travail ou d'une aire de circulation du personnel, doit être équipée d'une protection collective contre les chutes (garde-corps, filets, etc...).

La protection collective contre les chutes, indiquée précédemment, devra être spécifiquement réalisée à l'aide de panneaux pleins et rigides d'une hauteur minimale de 1.50 m hors sol ou plancher, notamment dans les cas particuliers suivants :

- Au-dessus de toute zone d'activité permanente ou temporaire du personnel.
- Au-dessus des voies de circulation (publiques ou chantier).
- En périphérie des têtes de puits ou de toute excavation profonde.

### **3.6 LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

#### **3.6.1 Réseaux**

Chaque entreprise titulaire devra obligatoirement obtenir avant le lancement des travaux tous les renseignements nécessaires concernant tous les réseaux dans les zones de travaux, auprès du MOA et des concessionnaires de réseaux.

Chaque entreprise sera tenue au respect des dispositions réglementaires applicables (**réalisation de DICT**) et des prescriptions techniques ou administratives définies par le MOA et les concessionnaires de réseaux, et à la fourniture de Pv de marquage/piquetage pour chaque zone de travaux.

En cas de découverte de réseaux non répertoriés (enterrés ou pas), les travaux seront immédiatement arrêtés, et l'entreprise informera le MOA de cette découverte. Une fois le problème réglé, les travaux pourront reprendre sur accord écrit du MOA.

**RAPPEL : Toute personne intervenant sur le chantier devra avoir été formé à l'AIPR, et le marquage des réseaux devra toujours être visible.**

#### **3.6.2 Perturbations sur les réseaux existants**

**Pour éviter tous risques de dégradation d'un réseau alimenté, il est demandé à chaque entreprise de baliser et signaler les réseaux actifs qui traverseraient les zones de chantier.**

Avant toute intervention à proximité d'un réseau en service, des sondages manuels devront être réalisés pour prévenir de tout risque de casse.

Tout travail (branchements, raccordements, dévoiement, etc...) nécessitant la coupure d'un réseau de fluides devra être exécutés en accord avec le MOA et son concessionnaire.

Au regard des conséquences d'une coupure accidentelle, tout incident ou accident devra être immédiatement signalé au MOA, au concessionnaire et au maître d'ouvrage.

### 3.6.3 Prescriptions concernant les nuisances sonores

Les entreprises seront tenues d'utiliser des procédés et des machines réduisant le bruit, compte tenu de l'occupation du site. La réglementation du 18 avril 1995, décret 95-408 sera appliquée. Le niveau sonore résultant de l'activité du chantier devra être maîtrisé au maximum. Pour parvenir à cet objectif, les entreprises utiliseront les moyens suivants :

- Matériel de chantier agréé CEE (mars 1986) et France (avril 1972), capotage à prévoir dans certains cas.
- Niveau sonore maxi du matériel : 75 dB (A) à 10 m de l'engin.
- Dispositifs anti-vibratiles pour les outils et les machines.

### 3.6.4 Prescriptions concernant les poussières

Chaque entreprise titulaire mettra tous les moyens nécessaires en œuvre pour limiter l'envol des poussières (arrosage régulier, etc...). L'entreprise devra prévoir la mise en place d'une citerne à eau sur chantier si besoin.

### 3.6.5 Prescriptions concernant le site naturel

Chaque entreprise devra respecter scrupuleusement les mesures prescrites dans le CCTP concernant la protection du site naturel où se situe les travaux. Un strict respect de ces mesures sera obligatoire sous peine d'application de pénalités en cas de destruction partielle ou totale de végétaux, de vestiges archéologiques ou de pollution.

## 3.7 LES POUVOIRS DU CSPS

Le cadre de la mission du Coordonnateur SPS est défini notamment par les articles L 4532-2 et R 4532-38 à -41 du Code du Travail.

Le Coordonnateur SPS pourra notamment interrompre l'activité :

- Lors de ses visites périodiques du chantier, de tout poste de travail présentant un danger grave et imminent pour le personnel de chaque entreprise, par défaut de protection contre les chutes de hauteur ou contre les risques d'ensevelissement ou contre les risques inhérents aux lignes électriques aériennes. La reprise de l'activité n'étant autorisée qu'après mise en conformité du poste de travail.
- En cas de risques d'interférence avec d'autres entreprises, le Coordonnateur SPS utilisera des moyens mis à sa disposition pour que la situation soit rétablie. En parallèle, il informera le Maître d'Ouvrage de la carence de l'entreprise pour qu'il puisse également utiliser ses moyens d'actions.

Afin de remplir sa mission, le Coordonnateur SPS est autorisé par le Maître d'ouvrage à :

- Demander directement au responsable de l'entreprise présente sur le chantier de stopper une activité dangereuse et de mettre en œuvre les moyens de prévention et de sécurité immédiats pour prévenir les risques imminents.
- Interdire le travail ou l'accès au chantier à toute entreprise n'ayant pas rempli une ou plusieurs des clauses contenues dans le présent PGC SPS.
- S'opposer à l'exécution des travaux d'une entreprise si les conditions de sécurité ne sont pas satisfaisantes.

Le CSPS pourra demander au MOA de :

- Faire exécuter par une tierce entreprise des travaux liés aux obligations contenues dans le présent PGC aux frais de l'entreprise défaillante après un rappel infructueux signalé par inscription au registre journal et/ou par lettre recommandée avec accusé de réception établie par le CSPS.
- Convoquer les représentants des entreprises individuellement ou en groupe hors réunion de chantier et, en cas de manquement, à appliquer les pénalités prévues au marché et ses annexes pour les absences aux rendez-vous de chantier.
- Intervenir sur le planning et demander des décalages de tâches auxquels les entreprises devront se conformer, en cas de co-activité présentant des dangers particuliers.

### **3.8 LES OBLIGATIONS COMMUNES DES ENTREPRISES**

#### **3.8.1 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé – PP-SPS**

En application des articles L 4532-9 et R 4532-73 et -74 du code du travail, les Entreprises ainsi que leurs sous-traitants sont tenues de remettre un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé relatif aux travaux qui leur sont confiés.

La réglementation induit la mise en place d'une démarche d'anticipation qui comprend :

- L'analyse des risques en amont pour mettre en place les mesures de prévention pour que l'accident ne se produise pas.
- La gestion de la co-activité entre les entreprises.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent Plan Général de Coordination et des prescriptions fixées par le dossier de consultation et leurs annexes.

Le PP-SPS devra évoquer clairement et distinctement, a minima, tous les points évoqués sur le document "Contenu du PP-SPS" joint en annexe 2.

L'Entrepreneur comme le sous-traitant peut disposer d'un délai de 30 (trente) jours après réception du PGC-SPS rédigé par le coordonnateur de sécurité pour établir ce plan. Ce délai sera ramené à huit jours pour les travaux de second œuvre.

Ce plan devra être remis au coordonnateur sécurité en deux exemplaires.

Le PP-SPS devra énumérer les mesures prises pour prévenir les risques :

- Générés par le chantier et son environnement.
- Générés par les autres entreprises.
- Générés par l'activité de l'entreprise sur ses salariés, sur les salariés des autres intervenants.

L'Entreprise titulaire, ainsi que celle appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L 4532-8 du code du travail doit transmettre un exemplaire de ce plan aux administrations compétentes.

L'entreprise aura à sa charge de communiquer à ses sous-traitants le présent PGC-SPS ainsi que son PP-SPS.

Un exemplaire à jour du plan particulier sera tenu en permanence sur le chantier, y seront joints les avis éventuels du médecin du travail de l'entreprise.

L'entreprise ne pourra en aucun cas intervenir sur le chantier sans avoir au préalable été informée par le coordonnateur de la validité de son PP-SPS.

En plus du PP-SPS, l'entreprise devra compléter et remettre au coordonnateur SPS une copie des fiches spécifiques sécurité des produits qu'elle compte utiliser sur le chantier. Ces fiches devront également être mises à disposition sur le site. Elles feront l'objet de mise à jour autant de fois que nécessaire.

L'entreprise qui n'a pas remis le PP-SPS au Maître d'ouvrage ou au CSPS est punie d'une amende de 9 150 €, de 1 an de prison et/ou de 15 250 € d'amende, en cas de récidive.

En outre, l'absence du PP-SPS interdit l'accès du chantier à l'entreprise.

### 3.8.2 Document d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO)

En application des articles L 4532-16, R 4532-95, R 4532-97 et R 4211-3 à -5 les entreprises devront « faire parvenir sous forme de bordereaux tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage et la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures ».

Ces documents devront être remis au Coordonnateur en un (1) exemplaire papier et un (1) exemplaire informatique.

Dans le cas présent, il sera remis au Coordonnateur SPS copie de tous les BSD, BSDA, et bons de pesée, ainsi que les plans et fiches techniques des matériels/matériaux mis en place.

### 3.8.3 Inspection commune préalable

En application des dispositions réglementaires, le Coordonnateur SPS procédera avant le lancement effectif des travaux, avec chaque entreprise, à une inspection commune des lieux où seront exécutés les travaux prévus dans le cadre du marché de l'entreprise.

Cette inspection sera programmée préalablement à l'intervention effective de l'entreprise.

Le compte-rendu de chaque inspection commune, ainsi que les consignes ou instructions transmises par le Coordonnateur Sécurité, seront consignés dans le registre journal de coordination du chantier, avec émargement de chaque entreprise concernée. Une copie de celui-ci sera remise directement à l'entreprise à chaque visite ou réunion sur site qui devra tenir ces différents éléments à disposition de son personnel dans un classeur dédié sur la base de vie.

### 3.8.4 Sous-traitance

**Tous les sous-traitants devront être agréés par le Maître d'Ouvrage et avoir fourni l'ensemble des documents nécessaire à leurs prestations avant d'intervenir sur site.**

L'entreprise doit remettre au sous-traitant un exemplaire du PGC, son PP-SPS ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale du chantier.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes règles que l'entreprise titulaire :

- Prise de connaissance du PGC et du PP-SPS de l'entreprise mandataire du lot correspondant.
- Réalisation de la visite préalable avec le CSPS.
- Validation du PP-SPS par le coordonnateur.

Le sous-traitant dispose d'un délai de 8 jours, à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur, pour établir son PP-SPS.

Les règles d'intervention sur le chantier des entreprises sous-traitantes seront les mêmes que celles de l'entreprise traitante.

### 3.8.5 Personnel intérimaire

L'entreprise privilégiera l'utilisation de son propre personnel et limitera l'utilisation de personnel intérimaire.

### 3.8.6 Déclaration d'accidents du travail

En plus des obligations légales auprès des services de prévention, l'entreprise devra informer immédiatement le MOA puis le Coordonnateur SPS de tous les incidents ou accidents survenus sur le chantier ou ses abords dont il aura eu connaissance.

Les entreprises impliquées devront répondre aux investigations du Coordonnateur afin de déterminer la cause de l'accident. Les entreprises devront alors prendre les dispositions imposées par le Coordonnateur SPS.

### 3.8.7 Prévention des risques de maladies professionnelles

Tout intervenant devra être à jour de ses visites médicales. L'examen médical fait par le médecin du travail doit établir l'aptitude au poste de travail et ne doit en tout état de cause comporter d'inaptitude aux travaux prévus dans la fiche de poste de la personne, entre autres, travail en hauteur, port de charges lourdes, ....

Tous les travaux à risques spécifiques devront être signalés par les entreprises dans leur PP-SPS afin que le Coordonnateur SPS puisse intégrer dans le PGC les mesures à prendre.

En cas d'utilisation de produits présentant des risques toxiques (colles, résines, peintures), l'entreprise concernée fera parvenir préalablement au coordonnateur les fiches de données de sécurité.

### 3.8.8 Qualification du personnel et encadrement

Les entreprises devront avoir en permanence sur le chantier un agent d'encadrement qualifié, ayant pouvoir de décision, pour assurer la direction effective des équipes d'exécution. Il sera habilité pour vérifier par tous moyens à sa convenance, que le personnel qui lui est fourni est membre de l'entreprise titulaire des travaux ou sous-traitant déclaré. La qualification du personnel devra correspondre aux tâches à accomplir. Cette personne, interlocutrice du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du coordonnateur, devra être la même pendant toute la durée du chantier.

En cas de force majeure, tout changement d'interlocuteur sera signalé par écrit par l'entreprise et consigné au registre journal.

L'entreprise devra organiser les travaux ainsi que les opérations de maintenance des équipements de travail, de manière à ce qu'un poste de travail ne comporte pas moins de deux personnes. Tout travailleur dont le poste sera isolé du reste de l'entreprise ou de l'équipe devra faire l'objet d'une surveillance directe (champ de vision) ou indirecte (moyen de communication).

Le Maître d'Ouvrage ou le coordonnateur SPS pourront demander le retrait du chantier de tout membre du personnel de l'entrepreneur qui ne respecterait pas le présent règlement ou troublerait l'ordre et la discipline du chantier. Le Maître d'Ouvrage se réserve en outre le droit (de son propre avis ou sur conseil du CSPS), en cours d'exécution des travaux, d'exiger le remplacement ou le retrait de tout membre du personnel de l'entreprise, y compris le chef de chantier de l'entrepreneur, qui se révélerait incompetent pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés ou qui ne respecterait pas les prescriptions du PGC.

### 3.8.9 Situation de danger grave et imminent

Dispositions des articles L4131-1 du Code du Travail – Loi du 23 12 : Droit d'alerte – Droit de retrait d'une situation de travail dangereuse.

Tout salarié ou groupe de salariés dispose du droit de se retirer d'une situation de travail dont il aurait un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour la vie ou la santé des personnes. Le salarié signale immédiatement cette situation à l'employeur ou son représentant et au Coordonnateur SPS.

### 3.8.10 Restriction d'alcool et de drogues

Il est interdit de faire pénétrer de l'alcool ou de la drogue sur le site. La consommation de boissons alcoolisées ou de drogues est strictement interdite sur le chantier. Il est interdit de pénétrer ou de demeurer sur le site sous l'emprise de l'alcool ou de drogues.

### 3.8.11 Travail dissimulé

Selon la loi n° 97-210 du 11 03 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle au regard du droit du travail et fournir :

- Son immatriculation à l'URSSAF par la production d'une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an.
- Son immatriculation au RCS par la production d'un extrait K-bis.
- Une attestation sur l'honneur par laquelle le prestataire certifie que la mission sera réalisée avec le concours de salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3234-1 du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'elles emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

### 3.8.12 Prêt de main d'œuvre

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L 1251-2 et suivants (travail temporaire), L 8231-1 et suivants (marchandage), L 1253-1 et suivants (groupements d'employeurs), L 1221-10 et suivants (déclaration de mouvement de main d'œuvre), et L 8221-1 et suivants (travail clandestin).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire. Entre entreprise, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et de ce fait "prêtent" à des entreprises qui ne sont pas confrontées au même problème. Dans ce cas, l'entreprise "prêteuse" ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes et les frais professionnels remboursés.

Le dossier du contrat de prêt devra être présenté au coordonnateur SPS en même temps que le PP-SPS de l'entreprise utilisatrice.



Il comportera au minimum les éléments suivants :

- Noms, prénoms, qualifications, attestations médicales du personnel prêté.
- Heures de présence et emploi sur le site.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non-présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

### 3.8.13 Respect du code du Travail

L'entreprise prendra en compte dans l'étude, la conception et la réalisation des travaux de son contrat, toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention, et se conformer aux obligations qui lui incombent, en respect du code du travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'Entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- Par le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS, dans le présent Plan Général de Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé.
- Par le Maître d'Ouvrage dans le DCE.
- Par le coordonnateur de sécurité, qui a été désigné par le Maître d'Ouvrage pour l'opération considérée.

Ces dispositions s'appliquent à l'entreprise et à ses sous-traitants directs ou indirects, ainsi qu'aux travailleurs indépendants qui auront conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'Entreprise.

- La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'Entreprise titulaire du marché. Cependant, des dispositions particulières peuvent, suivant le site et la nature des travaux, être spécifiées au cours du chantier.
- L'Entreprise prendra les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé de son personnel.
- Ces mesures comprendront des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation, ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'Entreprise veillera à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

La mise en œuvre des mesures prévues par l'Entreprise s'effectuera en respect des dispositions législatives, réglementaires et contractuelles, sur la base des principes généraux de prévention suivants :

- Éviter les risques.
- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- Combattre les risques à la source.
- Adapter à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail, ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- Donner les instructions appropriées au personnel.
- Prendre en considération les capacités, de chaque travailleur, à mettre en œuvre les précautions nécessaires pour la sécurité et la santé, dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Respect de l'article R 4532-56 qui prévoit une période de préparation de chantier de 30 jours.

La superposition des travaux sera interdite.

Le chantier sera clos, et la base de vie conforme au Code du Travail.

Les entreprises devront :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention.
- Rédiger et tenir à jour les Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé, les transmettre aux organismes officiels (DEETS, CARSAT et OPPBTP) au Coordonnateur Sécurité ou au Maître d'Ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.
- Respecter les obligations résultant du PGC-SPS.
- Respecter les obligations issues du livre II du code du travail notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965 etc....).
- Viser le registre journal et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur.
- Informer leurs sous-traitants que le chantier est soumis à un PGC-SPS.

- Informer le MOA, puis le Coordonnateur SPS de chaque accident (avec ou sans arrêt) se produisant sur le chantier par l'envoi par fax de la copie du document transmis à la Sécurité sociale.

**ART. L 4532-6 du code du travail**

**L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.**

L'entreprise reste donc responsable en particulier :

- De la déclaration d'ouverture de chantier : DEETS, CARSAT, OPPBTP.
- De la mise en place sur le chantier des registres obligatoires.
- De l'accueil et de la formation de son personnel sur le chantier

Le personnel du chantier doit être informé de :

- L'encadrement du chantier.
- La nature des travaux à exécuter.
- L'installation de chantier (bureau de chantier, vestiaires, réfectoires, sanitaires, parkings).
- Règles de circulation des véhicules et engins sur les lieux de travail.
- Chemin d'accès au lieu des travaux et locaux sociaux.
- L'issue de secours.
- Point de ralliement.
- L'appel des Secours

Cette formation est assurée par le responsable d'entreprise.

Le personnel doit être formé à la sécurité dans l'exécution du travail, et l'entreprise doit :

- Enseigner aux salariés, à partir des risques généraux et particuliers au chantier auxquels ils sont exposés, les comportements et gestes les plus sûrs.
- Leur expliquer les modes opératoires retenus, dans la mesure où ils ont une incidence sur la sécurité.
- Leur montrer le fonctionnement des dispositifs de sécurité et leur expliquer l'utilité et l'efficacité des protections collectives et du port des équipements de protection individuelle.

**Une séance de formation à la sécurité (loi n° 76-1106 du 06 décembre 1976) sera donnée au personnel par le responsable d'entreprise.**

Le programme de cette séance comprendra :

- Un rappel sur le cheminement et les conditions de circulation à l'intérieur du chantier.
- La formation à la sécurité dans l'exécution du travail, les moyens et les mesures de sécurité à respecter pour l'utilisation du matériel en service sur le chantier.
- Les règles à respecter sur la conduite à tenir en cas d'accident : comment protéger, alerter, secourir.
- Les instructions pour la circulation sur le site.

Le responsable de l'entreprise devra s'assurer que les intéressés ont bien reçu et compris la nécessité des mesures de sécurité à observer.

#### 3.8.14 Mesures à prendre par l'entreprise avant le démarrage de ses travaux

- ▶ Participer à l'Inspection Commune organisée par le CSPS– effectuée le : *à définir*
- ▶ Établir le PP-SPS, et le faire valider par le CSPS.
- ▶ Établir le plan de retrait amiante et le faire valider par la DEETS (si découverte en phase de terrassement).
- ▶ Actions à mener au préalable et pendant toute la durée du chantier :
  - Informer tout intervenant de l'entreprise des instructions données par le MOA le concernant (indications du plan de prévention et additif, consignes, règlement intérieur, etc....).
  - Fournir au Responsable du MOA une copie de la liste du personnel informé du PP-SPS après compléments et signatures.
  - Mettre à disposition de tout intervenant de l'entreprise les documents de sécurité qu'il doit connaître (PP-SPS, fiche de sécurité et fiche d'utilisation des produits utilisés, etc.).
  - Regrouper dans un registre tous les documents de sécurité de l'opération (PSPS, visite de sécurité, documents du plan de prévention tenus à jour, demande et certificat de consignation, certificats de contrôle réglementaire, habilitation du personnel, fiches de sécurité des produits utilisés, bon(s), d'intervention, etc....).
  - Tenir ce registre à disposition des représentants du MOA.
  - Prendre toute disposition utile (mise en place et maintenance) pour protéger tout intervenant de tout risque ou de toute nuisance générée par l'entreprise (installation des protections suffisantes, balisage, etc.).
  - Mettre à disposition des intervenants de l'entreprise les moyens adaptés, en conformité et en bon état, y compris les protections collectives ou individuelles utiles.
  - S'assurer du bon fonctionnement des appareils d'appel au secours.
  - Informer les intervenants de la position de ces appareils et de leur mode d'utilisation.
  - Porter les protections individuelles définies par le responsable de l'entreprise.
  - N'intervenir que pour les actions de l'opération définies dans le marché avec le MOA.

- Signaler au MOA tout nouveau danger qui apparaît sur l'opération.
- En cas de suspicion de différence(s) entre la configuration réelle et celle prévue, demander l'avis du MOA.

### 3.8.15 Poste de travail isolé

L'entreprise devra organiser les travaux, ainsi que les opérations de maintenance des équipements de travail, de manière à ce qu'aucun poste de travail ne comporte pas moins de deux personnes. Tout travailleur, dont le poste de travail sera isolé du reste de l'entreprise ou de l'équipe, devra faire l'objet d'une surveillance directe (champ de vision).

### 3.8.16 Equipement individuel au poste de travail

L'entreprise sera tenue au respect des règles minimales ci-après concernant l'équipement de protection individuelle :

- Le port du casque de protection est obligatoire pour tous les travaux.
- Le port de vêtement de travail et de protection est obligatoire pour tous les travaux.
- Le port de chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tous les travaux.
- Le port de vêtements de protection contre les intempéries est obligatoire pour tous les travaux exposés aux effets de la pluie, du vent, etc...
- Le port de gants de protection spécifique contre les risques mécaniques, chimiques, thermiques ou autres, devra être respecté pour tous les postes de travail exposés aux risques précités.
- Le port de lunettes contre les risques d'éclats ou de projections.
- **Le port d'un badge ou d'un vêtement siglé au nom de l'entreprise est obligatoire pour tout le personnel travaillant sur le chantier.**

### 3.8.17 Plan d'installation de chantier

Ces plans réalisés dans le cadre des études d'exécution des entreprises titulaires feront apparaître notamment :

- les clôtures interdisant l'accès aux personnes non autorisées.
- les accès.
- les ouvrages provisoires nécessaires à l'installation du chantier.
- le bureau de chantier.
- le sanitaire.
- les vestiaires.
- les dépôts.
- les aires de circulation des piétons.
- l'implantation des bennes à déchets.
- les aires de stockage des matériaux.
- le détail de la signalisation.
- etc.

Ces plans devront être soumis à l'approbation du Représentant du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ainsi qu'à celle du CSPS et comprendre les phasages prévus par l'entreprise pour la réalisation des travaux, les accès au chantier et le balisage des circulations véhicules et piétonnes maintenues.

Ces plans pourront reprendre les différents éléments déjà précisés dans les CCTP.

### 3.9 LES OBLIGATIONS PARTICULIERES DE CHAQUE ENTREPRISE

#### 3.9.1 Généralités

Dans une volonté de prévention des accidents, il sera demandé aux entreprises intervenantes de réaliser régulièrement des « causeries sécurité » sur ce chantier.

Par ailleurs, un « état de sécurité » du chantier sera établi et validé au départ du lot 01 en cas de décalage de l'intervention du lot 02 pour s'assurer de la sécurité du site entre les deux interventions.

##### 3.9.1.1 Validation des éléments d'exécution

Tous les travaux devront être entrepris après l'approbation formelle des éléments d'exécution par le Maître d'Ouvrage. L'entreprise ne pourra pas prétexter l'urgence du chantier pour exécuter les travaux sans cet accord. Elle prendra donc les dispositions pour obtenir celui-ci dans les délais. Il en est de même pour l'installation de chantier et la validation du plan de chantier correspondant.

##### 3.9.1.2 Élévateurs de personnel

Les élévateurs de personnel mobiles ou suspendus tels qu'échafaudages volants, nacelles individuelles, pourront être utilisés après vérification dans les conditions prévues par le code du travail.

Dans le cas d'utilisation d'échafaudage, ces derniers devront être conformes à la réglementation. **Pour l'utilisation d'échafaudage de pied ou mobile, il sera demandé les certificats de formation correspondants au personnel intervenant.**

#### 3.9.2 Travaux à réaliser

##### 3.9.2.1 Généralités

Baliser et clore le chantier.

Obtenir les arrêtés nécessaires aux travaux avant toute intervention et afficher ceux-ci en amont et en aval des zones de chantier sur les panneaux de signalisation de chantier.

Les DICT et les demandes de renseignements auprès du MOA des réseaux privés dans la zone de travaux sont obligatoires.

Aucun travail ne pourra débuter sans le retour des DICT, sans marquage réseaux au sol et sans personnel formé AIPR.



Mise en place de la signalisation routière spécifique en entrée/sortie de chantier avant le début des travaux pour chaque entreprise titulaire.

Balisage de toutes les fouilles et tranchées.

Tous les engins de chantier devront être munis d'avertisseurs sonores de manœuvre de recul.

Pour tous les regards en attente, le tampon devra être mis en place à l'avancement des travaux, en aucun cas ils ne resteront ouverts.

Tous les engins de chantier devront être munis d'avertisseur sonore de manœuvre de recul.

L'entrepreneur prévoira des mesures de prévention, de protection et de la santé des travailleurs. Lors des manutentions manuelles, les précautions individuelles et collectives seront prises et décrites dans le PPSPS de l'entreprise.

Utilisation du matériel électrique équipé des sécurités et aux normes demandées.

Le port des équipements de protections individuels (EPI), adaptés et en bon état est obligatoire sur l'emprise du chantier, et en particulier le gilet haute visibilité.

Port des lunettes de protection pour tous les travaux de meulage, découpage...

### 3.9.2.2 Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation adaptée en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Le port des EPI adapté et en bon état est obligatoire sur le chantier.

### 3.9.2.3 Travaux de fouille en tranchées

Les fouilles en tranchées seront conformes aux dispositions réglementaires. Le blindage est obligatoire à partir d'un mètre trente (1,30 m) et suivant la nature du terrain celui-ci devra être mis en place pour une hauteur inférieure à un mètre trente (1,30 m).

Toute personne travaillant dans la fouille en tranchée sera protégée par des blindages, en aucun cas le personnel ne se déplacera dans la fouille hors blindage et sans protection. Le responsable de chaque entreprise devra y veiller en permanence.

S'il y a non-stabilité des blindages, le remblai de la tranchée le long des blindages sera nécessaire.

Pour le cas de protection par "talutage" des parois de la fouille, l'inclinaison des parois par rapport à l'horizontale ne devra pas être supérieure à 45° (rapport 1/1).

Les fouilles en tranchées d'une profondeur supérieure à 4 mètres, devront faire l'objet d'une étude spécifique qui sera soumise à l'agrément du Maître d'œuvre.

Les accès piétons pour descendre dans les fouilles de plus de quatre (4) mètres devront être avec main courante.

Toutes les fouilles ou regards devront être balisés ou remblayés.

Le compactage des fouilles de grande profondeur devra se faire avec un compacteur télécommandé depuis la surface.

#### 3.9.2.4 Travaux de pose et de raccordement de candélabres ou de pose d'autres éléments (arbre, portique béton préfabriqué)

- Grues auxiliaires de chargement de véhicules

La recommandation CNAMTS R.390, "utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules" est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules, devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, un (1) exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 02 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<b>Organisation concernée</b>	<b>Mesure de Coordination</b>	<b>Lot concerné</b>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention interentreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune	Les entreprises concernées



Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	
Interférence des appareils de levage	<p>Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les Interférences entre appareils de levage ; En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place.</p> <p>Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.</p>	Les entreprises concernées

- Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 02 et 03 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être disponibles sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaîne, crochets, pinces, apparaux) doivent être :

- ✓ Compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner.
- ✓ Comporter l'identification de la C.M.U (charge maximale d'utilisation).
- ✓ Périodiquement vérifiés.

### 3.9.2.5 Espaces Verts

Le débroussaillage et l'abattage des arbres devra être réalisé aux périodes réglementaires et par du personnel formé pour éviter que des végétaux tombent dans les cours d'eau.

Balisage des trous des plantations.

Pour la conduite des engins, les autorisations de conduite sont obligatoires.

Les engins devront être munis d'avertisseur de manœuvre de recul.

Le port des EPI adaptés et en bon état est obligatoire sur le chantier.

Port du casque obligatoire sur tout le chantier.

Port obligatoire des chaussures de sécurité fournies par l'entreprise.

Port des lunettes de protection pour tous les travaux de meulage, découpage...

Port des gants de protection pour toute manutention.

Port de gants de protection en cuir épais (croûte) pour toute manipulation de meuleuse.

Port de vêtements de pluie pour les travaux extérieurs suivant les conditions atmosphériques ou pour le traitement des revêtements de sol.

Informier le personnel des techniques de manipulation des charges et des accidents qui peuvent survenir lors d'efforts mal adaptés de soulèvement, de port ou de transport de charge.

L'entrepreneur prévoira des mesures de prévention, de protection et de la santé des travailleurs.

Lors des manutentions manuelles, les précautions individuelles et collectives seront prises et décrites dans le PPSPS de l'entreprise.

#### **4. SUJETIONS DECOULANTS DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER, AINSI QU'AVEC SON ENVIRONNEMENT**

##### **4.1 Généralité**

Il est interdit :

- De shunter toute sécurité.
- De toucher à un produit ou à une matière inconnue.
- De se mettre en présence d'un risque sans connaître les règles de sécurité à observer.
- De se mettre en présence d'un risque ou d'une nuisance non mentionnée sur sa fiche de poste.
- De manœuvrer des organes de coupure sauf cas de danger.
- D'intervenir sur une installation dangereuse ou dans son environnement (par exemple sur une installation électrique, sous pression, de cryogénie, à haute température, sur un laser, etc.).
- D'accéder à une zone à risque particulier (armoire électrique, local électrique, zone réglementée radiologiquement, zone concernant des produits particuliers, appareil sous pression, installation, local avec laser, installation électrique, cryogénie, à haute température, etc.).
- De se mettre en présence de produits dangereux (produits chimiques, biologiques, radioactifs, etc.).

Chaque responsable d'entreprise prend toute mesure utile pour éviter que les actions effectuées par ses salariés génèrent des risques pour les autres intervenants.

**Rappel** : Toute personne qui transgresse une consigne de sécurité s'expose à son exclusion du chantier.

## 4.2 Spécificité des sites

Dans l'étude de son mode opératoire d'intervention, de son phasage et de son analyse de risque, chaque entreprise devra bien prendre en compte les spécificités de l'intervention sur ce site naturel, à savoir :

- Gestion des risques de pollution du site (avoir des mesures de protection et d'intervention en cas d'incident)

- Gestion du risque de travaux à proximité de cours d'eau actif pouvant subir des crues importantes (risque de noyade, d'effondrement de rives, et prévenir le risque d'éléments pouvant être emportés par les crues, ...)

- Gestion du maintien des diverses circulations riveraines (piétons, vélos, voitures, ...) et des interactions avec celles-ci

- Gestion des flux de chantiers pour éviter la pollution des chaussées externes au chantier (maintien de la propreté des voiries publiques utilisées en sortie de chantier, ...)

- Gestion de la protection des vestiges archéologiques du site.

- Gestion de l'intérêt du chantier vis-à-vis des riverains (vigilance sur le balisage et la fermeture du chantier)

**Le balisage devra être particulièrement étudié et soigné et un plan de circulation provisoire devra être soumis au MOA et au MOE avant toute intervention sur le site.**

Chaque entreprise doit donc bien prendre en compte qu'en fonction des phasages retenus, elle pourra être amenée à revoir les modes opératoires de son intervention. Elle devra maintenir des cheminements piétons et vélos sécurisés et faire évoluer ceux-ci aussi souvent que nécessaire.

Chaque entreprise devra donc adapter ses mesures de sécurité à chaque phase de son intervention.

## 4.3 Travaux sous températures élevées ou très basses

### 4.3.1 Dispositions générales concernant l'employeur

L'employeur met en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs, en application des principes généraux de

prévention. Il doit notamment prendre en compte les conditions de température lors de l'évaluation des risques et mettre en place des mesures de prévention appropriées.

Certaines dispositions réglementaires, consacrées à l'aménagement et à l'aération des locaux, aux ambiances particulières de travail et à la distribution de boissons, répondent au souci d'assurer des conditions de travail satisfaisantes, y compris dans des ambiances de travail où les températures sont élevées :

- Dans les locaux fermés, l'employeur est tenu de renouveler l'air des locaux de travail en évitant les élévations exagérées de températures (article R. 4222-12).
- L'employeur met en outre à disposition des salariés de l'eau potable et fraîche pour la boisson (article R. 4225-2 et suivants), et/ou de quoi faire chauffer de l'eau.
- L'employeur aménage les postes de travail extérieurs de telle sorte que les travailleurs soient protégés contre les conditions atmosphériques (article R. 4225-14).

Dans le cadre de l'aménagement des postes de travail extérieurs, l'employeur doit assurer la protection des travailleurs contre les conditions atmosphériques. Une recommandation est, par exemple, de modifier les horaires de travail ou d'adapter les travaux à effectuer en fonction de la température dans la journée.

#### 4.3.2 Chantiers BTP

Les employeurs du bâtiment et des travaux publics sont tenus de mettre à la disposition des travailleurs au moins 3 litres d'eau, par jour et par travailleur (article R. 4534-143 du Code du travail).

Pour certaines activités, l'entrepreneur peut, sous certaines conditions strictes, décider d'arrêter le travail pour intempéries (article L. 5424-9 du Code du travail).

Les jeunes travailleurs de moins de 18 ans ne peuvent être affectés qu'à des travaux légers qui ne sont pas susceptibles de porter préjudices à leur sécurité, à leur santé ou à leur développement (article D. 4153-48). Il est interdit d'affecter les jeunes aux travaux les exposant à une température extrême susceptible de nuire à la santé (article D. 4153-369).

Les entreprises pourront entre autres, prendre connaissance du ED 931 de l'INRS pour voir sur quels points particuliers être vigilant et quelles solutions mettre en œuvre.

- Privilégier l'arrivée du personnel directement sur chantier
- Faire signer un questionnaire de santé à son personnel

## **5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANTE**

### **5.1 MAINTIEN DU CHANTIER EN ETAT DE SALUBRITE**

Chaque entreprise assurera :

- Le nettoyage quotidien du chantier afin que celui-ci soit bien tenu et permette l'accès aisé des secours si nécessaire.
- **La présence d'un kit antipollution hydrocarbures par zone de présence d'engins (pour une action rapide en cas de fuite).**

### **5.2 MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE**

Chaque entreprise assurera :

- Une organisation et un phasage de chantier afin de laisser chaque zone de travail propre avant de passer à une autre zone.
- Une gestion de l'évacuation de ses déchets pour éviter toute accumulation intempestive.
- Un contrôle régulier de ses clôtures et de son balisage de chantier.

### **5.3 PREVENTION DES INCENDIES**

#### **5.3.1 Obligation des entreprises**

Il est strictement interdit d'allumer des feux dans la zone de chantier y compris en périphérie de l'entourage extérieur de celui-ci.

Un extincteur sera toujours installé à proximité immédiate des postes de travail à risques. Dans son PP-SPS, l'entreprise indiquera un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité (absence de foyer d'incendie latent pouvant être provoqué par l'emploi de chalumeau etc.).

De plus chaque entreprise aura sur le chantier des extincteurs adaptés à la nature du feu.

#### **5.3.2 Travaux à risques**

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au coordonnateur SPS d'un permis de feu indiquant :

- La nature, le lieu, la date et la durée des travaux à effectuer,
- Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie,
- Les moyens de lutte prévus sur le chantier.
- 

**L'entreprise, qui en aura le besoin, devra obtenir un permis de feu auprès du MOA. Elle devra donc hebdomadairement prévenir le MOA en réunion de chantier de ses besoins en permis**

de feu afin que le nécessaire puisse être fait.

**RAPPEL : Toute personne utilisant un extincteur doit avoir suivi la formation obligatoire. En conséquence, l'entreprise devra justifier que cette formation a bien été suivie par le personnel qui sera présent sur le site.**

### 5.3.3 Typologie des extincteurs

Des extincteurs susceptibles de lutter avec efficacité contre un début d'incendie seront placés à proximité des locaux ou des zones dans lesquels se trouvent des produits inflammables (locaux de stockage, locaux vestiaires et réfectoires, local transformateur).

Les extincteurs sont classés suivant le type de feu à combattre (les entreprises privilégieront des extincteurs de type ABC) :

- Type A : Feux de matériaux solides (bois, papier, carton...)
- Type B : Feux de liquides (bitume, goudron, huiles, solvants...)
- Type C : Feux de gaz (gaz de ville, butane, propane...)
- Type D : Feux de métaux (magnésium, aluminium...)

## **6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS**

### **6.1 ORGANISATION GENERALE DES SECOURS AU SEIN DE L'ENTREPRISE**

L'Entreprise devra assurer la présence d'un sauveteur secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante. Chaque sauveteur secouriste du travail devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque.

L'Entreprise devra veiller à ce que chaque sauveteur secouriste du travail ait reçu la formation initiale appropriée et complétée annuellement par une formation de recyclage.

L'Entreprise devra prendre les dispositions nécessaires pour que chacun de ses employés ait à sa disposition, en permanence, une trousse appropriée pour les premiers soins.

L'Entreprise transmettra au coordonnateur sécurité la liste des sauveteurs secouristes en place sur son chantier, y compris ceux des sous-traitants, avec la date de formation et des différents recyclages. Cette liste sera tenue à jour par l'Entreprise pendant toute la durée des travaux.

L'Entreprise appliquera les consignes de la chaîne d'informations en cas d'accident.

## 6.2 ORGANISATION GENERALE D'APPEL DES SECOURS SUIVANT PRESCRIPTION DU MOA

- Appel par téléphone portable
- Toujours laisser une personne auprès du blessé pour continuer à informer les secours de l'état du blessé.
- Envoi d'une personne à l'entrée du chantier pour accueillir les secours et les diriger vers le blessé.
- Eviter le sur-accident.

## 7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 7.1 DISPOSITIONS EN MATIERE D'INTERACTION D'ACTIVITES

**Chaque entreprise devra fournir un plan détaillé des circulations suivant les différentes phases de chantier.**

La superposition des travaux est interdite.

L'entreprise devra détailler dans son PP-SPS les risques qu'elle génère ainsi que les moyens de prévention à mettre en œuvre (balisage des zones d'intervention avec interdiction d'accès aux autres entreprises, zones de phasage, etc.)

L'entreprise aura l'obligation de signaler et d'isoler les travaux dangereux.

Elle devra :- Interdire les travaux superposés avec fourniture d'un programme des travaux permettant d'anticiper cette problématique sur les zones d'intervention.

- Prévenir les risques dus aux chutes d'objets : interdictions matérielles d'accès de certaines zones, protection des accès.
- Éviter la co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (travaux bruyants, par exemple impliquant un décalage d'autres travaux au même niveau).

### 7.2 MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRISES

Toute entreprise constatant l'absence, un quelconque défaut dans la maintenance ou l'inefficacité d'une protection, la présence d'un risque nouveau, est tenue d'isoler provisoirement la zone à risque et d'informer au plus tôt l'entreprise responsable, et le coordonnateur.

Le Maître d'Ouvrage sera avisé de tout mauvais comportement, manquements répétés, carences prolongées, vis à vis des règles de sécurité.

Le coordonnateur sera informé de tous les incidents ou accidents survenus sur le chantier ou ses abords.

Un point actant l'état du site sera fait au moment du transfert de responsabilité de la sécurité du site entre le lot 01 et le lot 02 et acté au compte-rendu de réunion.

### **7.3 POUSSIÈRES ET TRAVAUX FORTEMENT INHALATOIRES**

Les travaux exceptionnels à diffusion de poussière inhalatoires ou non seront détaillés dans le mode opératoire de l'entreprise.

L'entreprise détaillera dans son PP-SPS le mode opératoire et les moyens de prévention à l'égard des travailleurs et de l'environnement.

### **7.4 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES**

Chaque entreprise devra, préalablement à la première présentation de son PP-SPS, définir les travaux, matériels ou matériaux pouvant avoir un impact sur les maladies professionnelles.

Suite à cela, elle devra faire le choix de modes opératoires et de produits de remplacement n'entraînant pas de nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques...

En cas d'impossibilité : elle devra faire le choix de l'emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti vibratiles...)

### **7.5 INTERVENTIONS DE PRESTATAIRES DE SERVICE**

Ils seront soumis aux mêmes règles de sécurité que tous les autres intervenants du chantier.

En fonction du type d'intervention, ils auront d'autres obligations à savoir :

- En cas d'Intervention régulière : rédiger un PP-SPS (exemple : entreprise de nettoyage de la base de vie).

- En cas d'intervention ponctuelle : contresigner le PP-SPS de l'entreprise mandataire (exemple : réparateur de matériel).

- En cas de livraison uniquement : Faire signer un plan de chargement/déchargement (rappel : respect de la R476 de la CARSAT).

## **8 CISSCT**

Le présent chantier étant soumis à une coordination de niveau II, il n'y a pas d'obligation réglementaire de mettre en place un CISSCT. Le MOA fait donc le choix de ne pas en mettre en place.



**9 DTA ET PLOMB**

Chantier non concerné, sauf découverte fortuite lors des terrassements. A noter que le site

**10 HARMONISATION DES PPSPS**

Au fur et à mesure de la réception des PP-SPS, ceux-ci seront harmonisés afin de tenir compte des risques importés ou exportés par chaque entreprise. Des dispositions de prévention pourront donc faire l'objet de développement ultérieur suite au croisement des données issues des tableaux d'analyse de risques des PP-SPS.

## C ANNEXES

### 1 ANNEXE 1 : MESURES D'ORDRE GENERAL

Les travaux superposés sans protection efficace et adaptée aux risques sont interdits.

Le niveau sonore de chaque poste de travail doit être de 80 dB maximum.

Tous les intervenants exposés momentanément à un niveau sonore supérieur à 80 dB doivent porter les protections auditives appropriées.

Tout poste de travail exposé d'une manière prolongée à un niveau sonore de plus de 80 dB doit faire l'objet d'une étude particulière (protections particulières, décalage du planning, neutralisation de la zone exposée, etc.).

Les poussières doivent être neutralisées.

Toute intervention présentant des risques particuliers (éléments sous tension, travaux sur fluides...) sera signalée au Maître d'Ouvrage et au coordonnateur sécurité.

Les entreprises conserveront toujours un chantier propre. Aucune matière dangereuse (liquide inflammable) ne sera laissée, même provisoirement sur le lieu de travail.

Tout liquide répandu sur le sol (bidon renversé, fuite d'huile) sera immédiatement nettoyé.

Les produits toxiques seront utilisés après accord du coordonnateur. Les entreprises devront donc l'informer de l'utilisation de tels produits.

Il en est de même s'il faut le stocker sur le site. L'entreprise contactera le coordonnateur sécurité pour que les conditions de stockage soient définies.

Le travail à l'échelle est interdit.

Pour toutes les trémies ouvertes un platelage devra être fait obligatoirement afin d'éviter tout risque de chute avec un garde-corps obligatoire.

#### **Il est prescrit au chargé de travaux :**

##### Avant d'entreprendre les travaux

- De mettre en œuvre les mesures de sécurité qui lui incombent, de procéder aux consignations concernant la zone de travail et les mesures prises en matière de sécurité.
- De s'assurer par le contrôle que les conditions qui règnent sur le chantier sont conformes à celles préconisées lors de la préparation.
- De prendre les mesures de sécurité qui lui incombent dans la zone de travail à savoir, balisage des zones présentant des risques pour l'équipe et/ou pour les tiers, de contrôler le matériel électrique à poing, les rallonges et les raccordements (le tout aux normes).
- D'informer son équipe :
  - De la nature et du mode de réalisation des travaux.
  - Des limites de la zone de travail.

- Des mesures de sécurité prises.
- Des précautions et instructions à respecter pour la sécurité.
- De s'assurer que chaque membre de son équipe a bien compris son rôle.

Pendant les travaux :

- De veiller au respect des instructions et des prescriptions.
- De veiller à l'application des mesures de sécurité prises.
- D'assurer la surveillance de son personnel.
- De veiller au bon emploi de l'outillage et du matériel de sécurité.
- D'être présent en permanence sur son chantier.
- D'adapter à l'intérieur de la zone de travail toutes les mesures de sécurité en fonction de l'évolution du chantier, si besoin tenir informé pour avis le coordonnateur SPS.

Lors d'interruption temporaire des travaux

- De prendre les précautions nécessaires pour que son chantier ne présente pas de risque d'accident pour le personnel pouvant y pénétrer.
- De faire assurer la sécurité des abords de la zone de travail.
- D'interdire aux exécutants tout nouvel accès à la zone de travail tant qu'un nouvel ordre ne leur aura pas été signifié.

À la fin des travaux

- D'assurer l'évacuation de tous les matériels et outillages utilisés.
- D'assurer ou de faire assurer le nettoyage de la zone de travail et l'évacuation des déchets.
- Il est prescrit au chargé de travaux remplacé d'informer son remplaçant des mesures particulières de sécurité et de consignation prises.

## **2 ANNEXE 2 : CONTENU DU PP-SPS**

I. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionne les nom et adresse de l'Entrepreneur ; il indique l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier : il précise, le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

II. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé comporte obligatoirement et de manière détaillée :

1. Les dispositions en matière de secours et d'évacuation et notamment :

a) Il indique les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades,

b) Il précise le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence,

c) Il énumère le matériel médical existant sur le chantier,

d) il indique les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves, lorsque ces dispositions sont prévues par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, mention peut être faite du renvoi à ce plan.

2. Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel, en application notamment des dispositions du décret n° 65-58 du 8 janvier 1965. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

III. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier. À cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations du chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne en les désignant :

1. Les mesures spécifiques prises par l'entreprise, destinées à prévenir les risques spécifiques découlant :

a) de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant,

b) des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulation ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

2. La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste à l'article L 235-6 (cf. annexe 4).

3. Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Lorsqu'il découle du plan général de coordination et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise, qu'une ou plusieurs des mesures visées au III n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risque, résultant en particulier de l'exécution des travaux

figurant sur la liste prévue à l'article L 235-6, l'Entrepreneur en fait mention expresse sur le plan.

**IV.** Pour l'exécution des dispositions prévues au III ci-dessus, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé :

1. Analyse de manière détaillée, les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier ;

2. Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances aux préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier ; il indique les mesures de protection collectives ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent. Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

**IV.** Dans le cas où une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'Entrepreneur indique sur le plan des moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur sécurité et des administrations compétentes.

### **3 ANNEXE 3 : SOMMAIRE TYPE DU PP-SPS**

#### **I. RENSEIGNEMENT SUR LES INSTALLATIONS GENERALES**

a) Locaux du Personnel

Vestiaires :

Réfectoire :

Sanitaires:

Douches :

Moyen de lutte contre l'incendie :

b) Accès au chantier

- pour les véhicules des employés
- pour les véhicules intervenant sur le chantier
- pour les piétons

#### **II. RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE**

Horaire de travail :

Repas pris sur le chantier :

Moyens utilisés par le personnel pour se rendre sur le chantier :

Lieu de stationnement des véhicules du personnel :

#### **III. RENSEIGNEMENTS SUR LES INSTALLATIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER**

a) Stockage de matériau et matériel

- Surface au sol
- Volume
- Emplacement
- Durée

b) Utilisation de matériau ou produits à risques (corrosif - explosif)

- Stockage
- Emplacement

#### **IV. DISPOSITION EN MATIERE DE SECOURS ET D'EVACUATION**

a) Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accident et aux malades

b) Nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

c) Indication du matériel médical existant sur le chantier.

d) Les mesures prises pour assurer dans les moindres détails, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

e) Lieu où le PGC et les PPS peuvent être consultés.

**NOTA** : Les fiches d'analyse ci-après devront être jointes au PPSPS de l'entreprise après avoir été dûment complétées.

## **V. MOYENS DE PREVENTION ET DE PROTECTION**

<b>MESURES DE PREVENTIONS COLLECTIVES</b>	
<b>Risques :</b>	<b>Mesures de prévention</b>
Chute Électrocution Collision chute de charges	

<b>MOYEN DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES</b>	
<b>Risque :</b>	<b>Mesure de prévention</b>
Bruit Chute d'objet et bruit Écrasement, perforation pied Corps étrangers dans les yeux Coupure mains Chute de hauteur Poussières	

**VI . FICHE D'ANALYSE ENTREPRISE**

Liste des opérations à effectuer	Moyens utilisés
1	
2	
3	
4	
Mode opératoire détaillé	
1	
2	
3	
4	
Risques générés par le chantier et son environnement	Prévention
1	
2	
3	
4	
Risques générés par les autres entreprises	Prévention
1	
2	
3	
4	
Risques générés par l'activité de l'entreprise sur les salariés	Prévention
1	
2	
3	
4	



<b>Risques générés par l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres entreprises</b>	<b>Prévention</b>
1	
2	
3	
<b>N.B. : Si pour l'un de ces points l'analyse révèle l'absence de risque, indiquez NEANT.</b>	

**UNE FICHE D'ANALYSE SERA REDIGEE PAR TYPE D'OPERATION.**

**4 ANNEXE 4 : FICHE D'INFORMATION EN CAS D'ACCIDENT**

# APPELS EN CAS D'ACCIDENT

En précisant l'adresse ci-contre

**ALERTEZ IMMEDIATEMENT l'un des  
services de secours**

CHEF DE CHANTIER

SECOURISTES : M.

M.

ADRESSE EXACTE DU CHANTIER :

Tél.

POMPIERS

Tél.

18

POLICE OU GENDARMERIE

Tél.

17

SAMU (Service d'Aide Médical d'Urgence)

Tél.

15

Vérifier : si cette organisation existe sur le plan local et si elle peut être sollicitée  
directement

MEDECINS

Tél.

Dr

OPHTALMO

Tél.

Dr

Adresse :

**HOSPITALIERS****15**

Tél.

Adresse (SAMU)

Noter éventuellement le N° du service anti-  
poison  
et réanimation d'urgence

**AMBULANCES**

Tél.

Adresse

**PHARMACIE**

Tél.

Adresse

ERDF - Urgence

Tél.

GRDF - Urgence

Tél.

01 76 61 47 01

02 47 85 74 44

**À PREVENIR OBLIGATOIREMENT SOUS 24 HEURES****DDETS - DIJON**

Tél.

03 80 44 30 84

**CARSAT (Service Prévention) - DIJON**

Tél.

0 821 10 21 21

**OPPBTP (Comité régional de) - DIJON**

Tél.

03 80 78 95 20

## NUMEROS UTILES

S.A.M.U.	15
Police secours / Gendarmerie	17
Pompiers	18
Centre Anti-Brûlures et Asphyxies	03.80.29.37.57
Centre Anti-Poisons	03.80.29.37.97
Centre Hospitalier Régional Universitaire	03.80.29.30.31
Centre Régional de Transfusion Sanguine	03.80.70.60.00
Médecine du Travail	03.80.67.37.48
Médecins de Garde	03.80.40.28.28
S.O.S Médecins Dijon	03.80.59.80.80
S.O.S. Mains et Doigts	03.80.70.38.38
S.O.S. 21 – Urgences Médicales	03.80.78.68.68
Urgence ERDF	01 76 61 47 01
Urgence GRDF	02 47 85 74 44
Urgence Service des Eaux	0.810.874.874
Météo France	08 92 68 02 21